

syndicats veulent obtenir, comme si par quelque procédé magique, les deux tiers de la main-d'œuvre non syndiquée devraient automatiquement arriver à obtenir des concessions. Ce n'est pas le cas. Les petites entreprises emploient les 60 p. 100 de nos travailleurs qui ne sont pas syndiqués et qui travaillent parfois pour le salaire minimum simplement parce que l'employeur ne peut pas se permettre de les payer davantage. Les avantages sociaux sont souvent minimes comparés à ceux dont jouissent les fonctionnaires fédéraux et provinciaux et les employés des grandes sociétés, qui en répercutent le coût sur le consommateur. Il s'agit bien souvent d'un petit commerçant qui doit acheter ses matières premières et ses produits auprès des grosses sociétés.

Le secteur de la petite entreprise appartient presque entièrement aux Canadiens. Il n'y a pas de problème de mainmise étrangère dans ce secteur. Et les petites entreprises réinvestissent toujours tous leurs bénéfices dans leur affaire. J'ai déjà dit que j'avais moi-même lancé quatre entreprises, avec succès, qui sont toujours en activité. Je n'ai jamais fait de bénéfices sur mes entreprises; je me suis toujours contenté d'un salaire mensuel, pour moi et pour ma femme, qui a toujours collaboré activement à mes affaires. Pendant vingt ans, tout a été réinvesti dans l'affaire. Les seules fois où j'ai fait un bénéfice, c'est lorsque j'ai remis l'une des entreprises aux mains des personnes qui travaillaient pour moi, lorsque j'ai décidé de me porter candidat aux élections ou lorsque nous avons vendu en réalisant un bénéfice. Si je devais revenir en arrière et que le budget actuel fût en vigueur, j'y repenserais à deux fois avant de vendre une entreprise ou de travailler en prévision de l'avenir, comme je l'ai fait pendant vingt ans, car le ministre viendrait dès le lendemain confisquer 50 p. 100 des bénéfices que j'aurais réalisés.

Ces mesures vont-elles inciter les gens à quitter le doux confort d'un emploi au gouvernement ou au sein d'une grosse société pour tester leurs compétences sur le marché libre? Je ne le pense pas. En mon âme et conscience, je ne pourrais même pas conseiller à mes propres enfants de se lancer en affaires et de mettre leurs connaissances à l'épreuve de la concurrence.

A mon avis, un petit commerçant qui se lancerait en affaires dans le climat que le gouvernement a créé ne serait pas récompensé de l'effort en créant une nouvelle entreprise, en faisant preuve d'un esprit novateur et en inventant de nouveaux produits, comme c'était le cas pour moi, sans oublier l'effort de créer des emplois qui contribueront à stimuler l'économie et à améliorer la situation en général.

Nous nous attaquons au fondement même de notre économie. Plus de la moitié du produit national brut provient des petites entreprises. Il s'agit là d'un secteur efficace, productif et innovateur. Si nous ne nous réveillons pas avant qu'il ne soit trop tard, nous détruirons non seulement la petite entreprise, mais toute l'économie.

Je ne veux pas me lancer dans des considérations philosophiques, mais nous avons beau modifier la constitution ou enchaîner nos droits, il n'y a pas de libertés individuelles dans un pays sans liberté économique. Il suffit de lire les manuels d'histoire et de regarder ce qui se passe dans le monde pour le comprendre. Si nous détruisons notre économie de libre marché, comme le dernier budget tend à le faire, nous détruisons nos libertés individuelles.

Prêts aux petites entreprises—Loi

Des voix: Bravo!

M. Cyril Keeper (Winnipeg-St. James): Monsieur l'Orateur, je tiens à profiter de l'occasion pour exprimer mon opinion au sujet du bill C-84, non pas à titre d'économiste ou d'homme d'affaires, mais pour décrire comment le gouvernement aborde les questions économiques. Je partage sans doute les opinions d'un grand nombre de Canadiens.

Ce bill est assez mince—il ne comporte que deux pages. Je ne veux pas user là d'un argument facile mais cela donne un bon aperçu de la loi qui offre des prêts aux petites entreprises au taux préférentiel plus 1 p. 100 qui, comme l'a dit mon collègue, frôle les 20 p. 100. Je vois mal quel genre de petites entreprises peut fonctionner actuellement en payant 20 p. 100 d'intérêt.

D'autre part, le bill augmente légèrement la somme qui peut être empruntée et cela permet seulement de compenser l'inflation. Ce bill ne fait pas grand-chose pour résoudre nos graves problèmes. C'est une mesure purement symbolique, car elle ne contribuera pas réellement à créer le climat qui permettra à la petite entreprise de prospérer ou aux employés des petites entreprises de vivre décemment.

Pourquoi nous propose-t-on une solution purement symbolique, une loi aussi superficielle? Tout cela vient de la façon dont le gouvernement aborde les questions économiques en général. En effet, celui-ci se cantonne dans une attitude tout à fait défaitiste à l'égard de l'économie. Aujourd'hui, il se lance dans ce que l'on appelle populairement une méthode monétariste de gestion de l'économie. Cette méthode a été rejetée récemment au Manitoba, par exemple, où le gouvernement conservateur qui la suivait à la lettre a été défait aux dernières élections.

• (2030)

M. Fulton: Battu à plate couture.

M. Keeper: Le gouvernement conservateur a été battu parce que les gens n'admettent tout simplement pas que le gouvernement abandonne ses responsabilités dans le domaine économique. Tandis que le gouvernement libéral actuel du Canada adopte cette attitude conservatrice à l'égard de l'économie, il est évident d'après le compte rendu...

Des voix: Oh, oh!

M. McDermid: Parlez des sales tours.

M. Keeper: ... que l'éphémère gouvernement progressiste-conservateur a suivi une politique monétariste analogue; la belle preuve, c'est que les taux d'intérêt ont augmenté à quatre reprises lorsque les conservateurs étaient au pouvoir. Par conséquent, le gouvernement conservateur a suivi la même voie monétariste. Nous savons que les conservateurs sont des monétaristes et les Canadiens le savent; c'est pourquoi ils ont mis Lyon à la porte. C'est pourquoi Margaret Thatcher, une autre conservatrice, est la moins estimée de tous les chefs de gouvernement en Grande-Bretagne. C'est pourquoi Ronald Reagan qui est aussi un monétariste conservateur, ne tiendra probablement pas le coup plus d'un mandat. Les Américains ne supporteront tout bonnement pas cette façon conservatrice de concevoir l'économie.

M. McDermid: Comment Foot se tire-t-il d'affaire ces jours-ci?

M. Keeper: Le gouvernement libéral est impardonnable d'emboîter le pas aux conservateurs.